



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES (CCAP)
CONSULTATION N° 2025-009**

Marché public de prestations relatives à la conception, réalisation et installation de la signalétique dans le cadre de la construction d'un bâtiment neuf à Pantin pour le compte du Centre national des arts plastiques (Cnap)

**Mode de passation : Procédure avec négociation L.2124-3
du code de la commande publique.**

Etapes 1 et 2 de la consultation

Sommaire

CONTEXTE GENERAL.....	3
ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
1.1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
1.2 NATURE ET FORME DU MARCHÉ.....	4
1.3 OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.4 DECOMPOSITION EN LOTS	4
1.5 PRIX DU MARCHÉ.....	4
1.6 DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS.....	4
1.7 ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE POUR LA PARTIE A PRIX UNITAIRE	4
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 3 - DISPOSITIONS FINANCIÈRES	5
3.1 FORME DES PRIX.....	5
3.2 AVANCE.....	5
3.3 CONDITIONS DE REGLEMENT	6
3.4 IMPUTATION BUDGETAIRE	7
3.5 COMPTABLE CHARGE DU PAIEMENT.....	7
ARTICLE 4 - EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	7
4.1 DISPOSITIONS GENERALES	7
4.2 SECRET PROFESSIONNEL	7
4.3 REUNIONS.....	7
4.4 REGLES GENERALES	7
ARTICLE 5 – SOUS-TRAITANCE	8
ARTICLE 6 - VÉRIFICATION ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 7 – PÉNALITÉS.....	8
ARTICLE 8- GARANTIE.....	9
8.1 GARANTIE DE QUALITE DE SERVICES ET DE RESPECT DES ENGAGEMENTS.....	9
8.3 GARANTIE CONTRE LES SINISTRES	9
ARTICLE 9 – ASSURANCE	9
ARTICLE 10 - FORCE MAJEURE	10
ARTICLE 11 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES	10
ARTICLE 12 - RÉSILIATION.....	10
ARTICLE 13 - RÈGLEMENT DES LITIGES.....	10

Contexte général

Le Centre national des arts plastiques (Cnap), est l'un des principaux opérateurs du ministère de la Culture. Il a pour missions de soutenir et de promouvoir la création contemporaine dans sa plus grande diversité, tant du point de vue des disciplines – peinture, sculpture, design, photographie, vidéo, design graphique, etc. – que des parcours professionnels.

Pour le compte de l'État, le Cnap acquiert des œuvres venant enrichir la collection dont il a la charge, l'une des plus importantes collections publiques françaises, qu'il conserve et met à disposition des institutions culturelles, musées et administrations, en France et à l'étranger. Rassemblant aujourd'hui près de 108 000 œuvres acquises depuis plus de deux siècles auprès des artistes vivants, cette collection accessible en ligne est représentative de la diversité des courants artistiques qui se sont succédé et de l'art contemporain dans toute sa pluralité.

Acteur culturel incontournable, le Cnap encourage la scène artistique et met en œuvre un ensemble de dispositifs de soutien et d'accompagnement, de coproductions pour des expositions et actions de diffusion, de commandes et de partenariats, destinés à soutenir les artistes et les professionnels de l'art contemporain dans leurs projets. Centre de ressources, il produit et relaie les informations nécessaires à l'exercice de leur pratique professionnelle.

Établissement atypique, qui exerce ses missions au plus près de la création actuelle, le Cnap concourt à la vitalité de la scène artistique française. Les actions qu'il mène sont déterminées par leur caractère prospectif et la volonté affirmée de travailler en partenariat avec les structures culturelles.

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Identification du pouvoir adjudicateur

Acheteur public :

Centre national des arts plastiques
189, rue d'Aubervilliers
CAP 18 – bâtiment 6 – voie D – porte 25
75018 PARIS
Représenté par sa directrice Béatrice SALMON

Personne représentant du pouvoir adjudicateur :

Béatrice SALMON
Directrice
Centre national des arts plastiques
189, rue d'Aubervilliers
CAP 18 – bâtiment 6 – voie D – porte 25
75018 PARIS

Correspondante du marché :

Anne Sophie de Bellegarde
Secrétaire Générale
Centre national des arts plastiques

1.2 Nature et forme du marché

Le présent marché est un marché de prestations de services au sens de l'article L. 1111-1 et L. 1111-4 du code de la commande publique sous la forme marché mono-attributaire. Ce marché est passé selon la procédure de négociation au L. 2124-3 du code de la commande publique.

Code CPV :

79822500-7 SERVICE DE CONCEPTION GRAPHIQUE

1.3 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la conception, la réalisation et l'installation de la signalétique pour le compte du Centre national des arts plastiques (Cnap) dans le cadre d'une construction neuve.

Lieux d'implantation de la prestation :

81 rue Cartier Bresson

93 500 PANTIN

1.4 Décomposition en lots

Le marché n'est pas alloti.

1.5 Prix du marché

Le montant approximatif maximal du marché s'élève à hauteur de 190 000 € TTC.

Ce montant est un maximum, il n'est donné qu'à titre informatif laissant le soin aux candidats de déterminer eux-mêmes le montant des prestations attendues. Le montant du marché fera l'objet d'une évaluation lors des critères de sélection tels que définis dans le règlement de consultation.

Les prix sont fermes et définitifs pour la durée du marché et jusqu'à l'achèvement des prestations objets du marché.

1.6 Durée du marché et délais

La durée du marché est de 12 mois à compter de la notification du marché à l'issue de l'étape 2 ; renouvelable deux fois six mois jusqu'à l'achèvement complet de la prestation.

Le marché est exécuté au fur et à mesure du planning fixé par le titulaire en accord avec les services du Centre national des arts plastiques (Cnap) et les délais d'exécution spécifiques sont précisés dans le CCTP et les bons de commande.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités et les délais d'exécution du marché fixés dans le planning.

Aucun commencement d'exécution des prestations ne pourra avoir lieu avant la réception de la notification, par tout moyen que ce soit, par le titulaire du présent marché, du bon de commande émis par le Centre national des arts plastiques pour la partie à bons de commande.

1.7 Émission des bons de commande pour la partie à prix unitaire

Le Centre national des arts plastiques (Cnap) émet les bons de commande où figureront :

- L'intitulé et le numéro du marché

- Le nom du titulaire
- Le numéro du bon de la commande
- La date d'émission
- La prestation commandée
- Le détail du montant de la prestation
- Les délais de réalisation
- Le lieu d'exécution.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, classées par ordre de priorité décroissant :

1. L'acte d'engagement et ses annexes financières (DPGF et BPU) ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics (CCAG-FCS) ;
5. L'offre du titulaire (et notamment son mémoire technique).

En cas de contradiction ou de discordance entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS FINANCIÈRES

3.1 Forme des prix

Le marché est mixte avec une partie forfaitaire pour la conception générale de l'identité globale de la signalétique du Cnap (DPGF) et une partie à prix unitaires qui feront l'objet de bons de commande lors de la réalisation et pose des éléments. C'est sur la base du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) que sont émis les bons de commande au fur et à mesure des besoins après établissement d'un devis accepté par le Centre national des arts plastiques (Cnap).

3.2 Avance

Conformément à l'article R. 2191-16 du Code de la Commande Publique, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant forfaitaire initial du marché ou du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance est fixée à 10 % du montant global du marché pour la durée initiale.

Afin d'éviter toute ambiguïté, il sera demandé au titulaire de préciser son souhait de bénéficier des avances.

Les modalités de mise en œuvre et de remboursement de cette avance sont celles prévues aux articles R. 2191-6 à R. 2191-10 et R.2191-19 du même code.

Néanmoins les parties pourraient convenir d'autres modalités de facturation lors de la réunion de lancement du marché et notamment un paiement des factures « au service fait » correspondant au suivi et en lien avec la prestation objet du marché.

3.3 Conditions de règlement

Modalités de règlement

Le mode de règlement choisi par l'administration est le virement administratif, assorti d'un délai de paiement maximal de 30 jours à compter de la réception de la facture conforme.

Le Cnap verse au titulaire les sommes qui lui sont dues par virement sur le compte correspondant au relevé d'identité bancaire remis dans l'offre du titulaire. Toute modification des coordonnées bancaires doit être signalée au moins 30 jours avant sa prise en compte.

Facturation

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. Les prestations sont rémunérées à réception d'une facture et de la réalisation certifiée conforme de l'opération.

La facturation se fera conformément en fonction des prestations livrables décrites dans le CCTP et dans le calendrier fourni dans son offre par le candidat et ensuite mis au point lors du lancement du projet.

La directrice du Centre national des arts plastiques (Cnap) ou son représentant certifie le service fait.

Les factures sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et date de facture,
- le nom et l'adresse du titulaire,
- le numéro de son compte bancaire ou postal,
- le numéro et la date du marché et la référence du marché telle que demandée par le Cnap
- le récapitulatif des prestations détaillées réalisées,
- les dates concernées,
- le montant hors taxe des prestations réalisées,
- le taux et le montant des taxes,
- le montant des avances versées le cas échéant,
- la date de livraison de réalisation des prestations

Facturation électronique :

Depuis le 1er janvier 2017, le Titulaire du marché a l'obligation de transmettre ses factures selon une procédure « portail » proposant une interface de saisie de tous les éléments de la facture ou le téléchargement de la facture sous un format électronique (format PDF signé ou format PDF non signé) sur le portail internet : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le Titulaire peut consulter à cette même adresse l'état de prise en charge de ses factures transmises au Cnap sous forme dématérialisée.

Toute autre procédure de transmission de factures dématérialisées par le Titulaire doit recevoir l'accord préalable du directeur général des finances publiques et du directeur du service à compétence nationale dénommé « Systèmes d'information budgétaire, financière et comptable de l'État ».

Le support Chorus Factures peut être contacté par e-mail à l'adresse :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/sollicitationsDeconnectees?execution=e4s1>

3.4 Imputation budgétaire

Les dépenses générées par l'exécution du présent marché seront imputées sur les crédits du Centre national des arts plastiques (Cnap).

3.5 Comptable chargé du paiement

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable du Centre national des arts plastiques (Cnap). L'administration contractante se libérera des sommes dues par virement du Trésor au compte ouvert au nom de l'entreprise titulaire.

ARTICLE 4 - EXÉCUTION DES PRESTATIONS

4.1 Dispositions générales

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

4.2 Secret professionnel

Le titulaire s'engage, sauf accord préalable de la personne publique, à n'utiliser les informations et documents qui lui sont communiqués, à d'autres fins que celles prévues par le présent marché, et à ne pas les divulguer à des tiers.

Le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel à l'égard de toute personne étrangère au Centre national des arts plastiques (Cnap), pour tout ce qui a trait aux renseignements qu'ils pourraient recueillir au cours de leur mission.

La clause de confidentialité de l'article 5 du CCAG FCS s'applique.

4.3 Réunions

Des réunions seront organisées avec le Centre national des arts plastiques (Cnap) conformément au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et chaque fois que le Cnap le jugera utile.

Sauf accord express préalable, les frais de déplacement du titulaire et/ou de ses employés et/ou de toute personne invitée ne sont pas pris en charge par le Cnap.

4.4 Règles générales

Livraison

Le titulaire mettra tout en œuvre pour garantir un parfait achèvement des livraisons tout en respectant les délais de livraison fixés. Dans tous les cas, le titulaire reconnaît être informé que ces obligations sont des obligations de résultats.

Calendrier

Le titulaire s'engage à respecter les dates indiquées dans le CCTP et mises au point lors du lancement du projet.

ARTICLE 5 – SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance totale du marché n'est pas autorisée.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations faisant l'objet du marché à condition d'avoir obtenu préalablement du Centre national des arts plastiques (Cnap) l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement, conformément à un modèle d'acte spécial de sous-traitance fourni par le Centre national des arts plastiques (Cnap), ou au formulaire DC4, dans sa dernière version, disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, que le titulaire doit remettre par voie électronique au moment de la remise des offres ou au plus tard 15 jours ouvrables avant la réalisation de la prestation à sous-traiter.

D'une manière générale, les justifications concernant le(s) sous-traitant(s) sont identiques à celles exigées des candidats par l'acheteur public dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation dudit marché à bon de commandes, y compris, si la personne publique le demande, les capacités techniques, professionnelles et financières ainsi qu'une présentation des références représentatives de la prestation objet du marché.

L'absence de l'une de ces pièces et/ou la non-conformité des documents remis par le titulaire fait obstacle à l'acceptation des sous-traitants par la personne représentant le Centre national des arts plastiques (Cnap).

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations découlant du marché.

ARTICLE 6 - VÉRIFICATION ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS

La constatation de l'exécution des prestations est réalisée conformément aux dispositions générales du chapitre 5 du CCAG-FCS.

Les prestations objet du présent marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

ARTICLE 7 – PÉNALITÉS

En cas de non-respect de ces obligations contractuelles, le titulaire est passible des pénalités suivantes :

Les modalités des pénalités de retard sont définies à l'article 14.1 du CCAG FCS.

Rappel : cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$P = V * R / 1\,000$ dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA,

de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

- R = le nombre de jours de retard.

Les modalités des pénalités pour indisponibilité dans les marchés de maintenance sont définies à l'article 14.2 du CCAG FCS.

Rappel : cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$P = (V \times R) / 30$; dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité
- V = la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance ;
- R = le nombre de jours de retard.

Chacune de ces pénalités pouvant se cumuler.

Le titulaire est informé par tous moyens que ce soit par le Cnap, des pénalités qui lui sont appliquées auxquelles s'ajoute le coût des frais éventuels. Les observations que le titulaire peut être amené à formuler sur le décompte des pénalités doivent être présentées dans un délai maximal de trente jours à compter de la date de présentation de cette lettre recommandée.

ARTICLE 8- GARANTIE

8.1 Garantie de qualité de services et de respect des engagements

Le titulaire s'engage au respect des obligations définies dans le CCTP et ses annexes jointes au marché et dans son offre. Il s'engage notamment à intervenir dans les délais fixés au CCTP et à respecter les délais de résolution dans chaque bon de commande. Si, du fait du titulaire, le niveau de performance et d'exigence requis dans la qualité des services n'est pas atteint, celui-ci s'engage à effectuer tous les compléments de prestations nécessaires pour tenir cet engagement sans frais supplémentaires.

8.3 Garantie contre les sinistres

Le titulaire garantit aussi la personne publique contre les sinistres provoqués par les agissements de ses préposés et affectant les locaux ou les équipements et les données utilisées.

ARTICLE 9 – ASSURANCE

L'article 9 du CCAG FCS s'applique.

Le titulaire devra justifier, avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'une assurance professionnelle garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers dans la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Cette justification se fera au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours possible auprès de la personne publique :

- De tous dommages, dégâts, incendie ou autres causés par sa négligence, manquements dans l'exécution du marché ou toute autre cause pouvant lui être imputée,

- De tous les accidents qui pourraient se produire dans l'accomplissement des prestations objet du présent marché.

ARTICLE 10 - FORCE MAJEURE

Aucune des deux parties ne sera tenue pour responsable vis-à-vis de l'autre de la non-exécution ou des retards dans l'exécution d'une obligation du présent contrat, qui seraient dus à la survenance d'un cas de force majeure habituellement reconnu par la jurisprudence et les tribunaux français. Le cas de force majeure suspend les obligations nées du contrat pendant toute la durée de son existence ; toutefois si le cas de force majeure avait une durée d'existence supérieure à trois mois, il ouvrirait droit à la résiliation du contrat par l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 11 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES

La personne publique se réserve le droit, après une mise en demeure restée infructueuse à l'expiration d'un délai de huit jours, de faire exécuter par un tiers aux frais et risques du titulaire défaillant, toute prestation tardive ou mal exécutée et conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG FCS.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION

Le Centre national des arts plastiques (Cnap) peut, à tout moment, qu'il y ait faute ou non du titulaire, mettre fin à l'exécution du marché avant l'achèvement de celui-ci. La résiliation a lieu conformément aux stipulations du chapitre 7 (article 38 à 45) du CCAG-FCS.

La non-production d'attestation d'assurance, la non-déclaration de sous-traitance, le non-respect de la confidentialité ou de l'exclusivité des données traitées ainsi que le caractère renouvelé de l'annulation d'une prestation ou d'un bon de commande, pour cause de défaillance du titulaire, constituent notamment des motifs de résiliation du marché à ses torts.

La résiliation du marché fait l'objet dans tous les cas d'un décompte de résiliation arrêté par l'administration et notifié au titulaire.

ARTICLE 13 - RÈGLEMENT DES LITIGES

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objets du marché. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Il est fait application de l'article 46 des CCAG FCS.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation ou d'un mémoire exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre doit être communiquée au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Pour tout différend ou litige qui s'élèverait entre les parties, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Dans le cas où un accord ne pourrait être trouvé, il est expressément convenu que les parties soumettront leur différend à la compétence du tribunal administratif de Paris.